

Un plan Marshall pour les pays en développement

par Rubens Ricupero

ence n'est pas
ui ne souffre
La démocratie
e à peine de
a plus d'ave-
m certain rap-
lequel il conve-
l'action - sans
cience - corne

professeur
e nationale
e sociologie

E

N ces temps de commémoration du débarquement allié en Normandie, il est opportun de réfléchir au rôle que l'Europe de l'après-guerre - de par son renouveau et sa solidité économiques - a joué en faveur de la paix et de la prospérité du monde. On ne peut alors s'empêcher de penser au plan Marshall et à ses bienfaits pour la renaissance économique européenne.

Deux questions méritent d'être posées. L'Europe aurait-elle été capable de faire preuve du dynamisme qui est aujourd'hui le sien si elle n'avait pu compter sur cette impulsion solidaire dans ce moment fondateur que fut la période immédiatement postérieure à la seconde guerre mondiale ? Plus important peut-être encore, le plan Marshall aurait-il pu devenir réalité sans la prise de conscience qui animait l'équipe du président Truman qu'il en allait de l'intérêt des Etats-Unis d'aider, et de rendre possible, la consolidation économique européenne ?

Nous avons besoin aujourd'hui d'un nouvel élan de lucidité, pour que les dirigeants des puissances économiques de la planète comprennent qu'il y va de leur intérêt de contribuer au développement du tiers-monde. N'insistons pas sur tous les arguments, par ailleurs fort légitimes, à propos de la contribution qu'un tel développement pourrait apporter à la paix et à la sécurité de la planète. Allons

plutôt vers des considérations plus concrètes, terre à terre même, telle la contribution salutaire que le développement du tiers-monde pourrait offrir à la prospérité économique des pays nantis, et, plus généralement, à celle du monde dans son ensemble.

En effet, les pays en voie de développement (PVD), notamment ceux qui font partie de la catégorie des pays dits émergents, sont en train de jouer, aujourd'hui déjà, le rôle de dynamo de l'économie mondiale. Ce n'est pas leur seul rôle, bien entendu, ni le plus important - nous le savons tous - mais le fait est qu'ils jouent ce rôle.

A l'heure actuelle, presque la moitié des exportations des Etats-Unis est achetée par les PVD. La reprise de l'économie américaine, première du monde, qui se confirme avec chaque nouvelle donnée statistique, aurait-elle été possible sans l'apport que constituent leurs exportations vers les pays du tiers-monde ?

D'autre part, si le Japon semble laisser derrière lui le marasme économique, voire la récession, cela est dû pour beaucoup aux exportations de ce pays vers son grand voisin, la Chine.

Une nouvelle configuration économique internationale est ainsi en train de prendre forme sous nos yeux, dans laquelle le poids des PVD ne cesse de s'accroître, ce qui les amène à exiger, avec de plus en plus de force, la mise en place d'un environnement économique international permettant de faciliter cette évolution, en somme bénéfique pour tous.

Et pourtant, au lieu d'assister à l'éclosion d'une nouvelle lucidité concernant les avantages économiques mutuels de la solidarité, comme celle qui prévalut après la seconde guerre mondiale, nous percevons la persistance d'une certaine myopie politique. Elle se manifeste par la lenteur de démarrage des négociations commerciales multilatérales, conduites sous l'égide de l'OMC, à cause d'intérêts économiques puissants.

Ces derniers, des deux côtés de l'Atlantique, rechignent à l'ouverture des marchés-clés pour les PVD : agriculture, textile, acier...

Une myopie qui se manifeste également dans la précarité de l'Aide publique au développement (APD) - malgré les engagements chiffrés pris à ce sujet par les pays nantis - et des mesures d'allége-

aits indiscutables
peuple était invité
s les plus appétis-

ut différent : hier
demain on le sera
il fallait prendre
certain nombre
l faudra se soucier
ore plus grand. La
on change aussi :
e modernisatrice,
ociété qui est mise
pour explorer les
a survie collective.

eurs ne sont plus
rche est devenue le
Tout citoyen, qu'il
nger, de se soigner,
, de communiquer,
ui de la politique
t participe, qu'il le
1, à des programmes

ble, je le sens bien,
e de précaution, une
nstitution, y dorme
meil que la fraterni-
Cela dépendra des
mouvements sociaux.
pensable que ceux
t hériter des Lumiè-
la République sans
peser avec soin le

ment de la dette en direction des pays du tiers-monde étouffés par le poids de cette dette.

Myopie manifeste, encore, dans la lenteur de la mise en œuvre du Plan d'action en faveur des 50 pays les moins avancés de la planète (PMA), adopté par la communauté internationale à Bruxelles en mai 2001.

RUBENS RICUPERO est secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

C'est dans le but de susciter ce nouvel élan de lucidité, si nécessaire dans le monde d'aujourd'hui, que se tient, du 13 au 18 juin, à Sao Paulo, la onzième session ministérielle de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced XI). Cette réunion sera par ailleurs la principale conférence ministérielle des Nations unies, c'est-à-dire de l'ensemble des pays de la planète, consacrée aux problèmes du développement pour l'année en cours.

A cette occasion, la Cnuced se propose de faire en sorte que l'objectif du développement soit au cœur, d'une manière effective, des négociations commerciales de l'OMC. Nous débattons aussi de la meilleure manière d'améliorer la capacité productive de tous les PVD, y compris de ceux qui ont un faible taux de croissance, tels les PMA.

Ce qui signifie : mettre en place des politiques destinées à maximiser l'impact des investissements étrangers directs et du transfert des technologies sur le développement économique du tiers-monde ; et œuvrer pour l'augmentation réelle de l'APD et l'améliora-

Des intérêts
économiques
puissants,
des deux côtés
de l'Atlantique,
rechignent
à l'ouverture
des marchés-clés
pour les PVD :
agriculture, textile,
acier...

tion des politiques d'allègement de la dette ; et encore, trouver les moyens pour que les PVD dépendants de quelques matières premières puissent diversifier leurs exportations en participant à la production de biens et de services, qui connaissent une demande mondiale croissante ; ce qui signifie, enfin et surtout : définir quels sont les éléments essentiels des stratégies de développement adaptés aux besoins et aux spécificités de chaque PVD.

L'ordre du jour de la Cnuced XI représente un défi colossal. Heureusement, la Conférence bénéficie d'un environnement favorable en termes de croissance économique mondiale. Il est en effet plus aisé pour les pays les plus industrialisés de faire les concessions qui s'imposent, et d'offrir des mesures d'appui appropriées pour le développement de la capacité d'offre du tiers-monde, dès lors que l'économie mondiale amorçe un redressement indéniable - c'est le cas actuellement - plutôt que lorsqu'elle est aux prises avec le marasme et la faiblesse.

Puisse l'intérêt bien compris des partenaires du tiers-monde prévaloir en cette occasion unique que représente la onzième Cnuced.